L'appareil judiciaire et la Supreme Court de Singapour

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

De la juridiction coloniale à la justice nationale

L'indépendance du 9 août 1965 n'interrompit pas le travail des tribunaux.[1] La Supreme Court coloniale continua de siéger, la common law anglaise continua de s'appliquer et le Judicial Committee of the Privy Council de Londres demeura la juridiction d'appel suprême. Le Supreme Court of Judicature Act de 1969, entré en vigueur le 9 janvier 1970, régularisa l'organisation judiciaire de la république et rétablit la Supreme Court comme institution nationale.[2] Pour les investisseurs, cette continuité comptait davantage que le nouveau nom. Un contrat commercial régi par le droit singapourien en 1964 était interprété de la même manière en 1966, selon les mêmes principes et, pour l'essentiel, par les mêmes juges.

La rupture avec Londres fut progressive. Les recours devant le Privy Council furent restreints pendant deux décennies, puis entièrement supprimés avec effet au 8 avril 1994. La même année, la Court of Appeal annonça dans une Practice Statement (déclaration de pratique) qu'elle ne se considérerait plus liée par ses propres décisions antérieures ni par celles du Privy Council lorsque leur respect entraînerait une injustice dans un cas particulier. Elle ajouta que ce pouvoir serait exercé avec

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

parcimonie.[3] La prudence de cette formule constituait en soi une prise de position sur la sécurité juridique. Une juridiction qui modifie volontiers sa jurisprudence peut rendre justice dans l'affaire qui lui est soumise tout en déstabilisant les attentes de milliers de parties qui s'étaient fiées à l'ancienne règle.

Le pendant législatif fut l'Application of English Law Act 1993. Le 12 novembre 1993, cette loi abrogea la section 5 du Civil Law Act, qui importait en bloc le droit commercial anglais à Singapour chaque fois que se posait une question de droit commercial. La nouvelle loi disposait que la common law et l'equity continuent de faire partie du droit singapourien uniquement dans la mesure où elles sont applicables aux circonstances de Singapour et de ses habitants. Les lois anglaises ne s'appliquent désormais que si elles figurent dans ses annexes.[4] La réforme mit fin à un dispositif qui faisait du droit commercial singapourien une fonction de la législation de Westminster. Elle donna aussi aux praticiens une liste fermée de lois anglaises, ce qui rendit le droit plus facile à déterminer.

L'organisation des juridictions depuis 2021

L'organisation actuelle date du 2 janvier 2021, date d'entrée en vigueur des modifications constitutionnelles et législatives de 2019. La High Court fut divisée en deux divisions. L'ancienne High Court, y compris la Singapore International Commercial Court et la Family Division, fut rebaptisée General Division of the High Court, tandis qu'une nouvelle Appellate Division reprenait les appels civils non réservés à la Court of Appeal.[5] La réforme répondait à l'augmentation du volume des appels. Elle permit à la Court of Appeal de se concentrer sur les appels pénaux, sur les catégories d'appels civils qui soulèvent des questions d'importance publique ou juridique et sur le développement du droit.

La General Division connaît de toutes les infractions pénales commises à Singapour dont elle est saisie et des actions civiles dont la valeur dépasse 250 000 dollars. Elle statue aussi sur les appels contre les décisions des State Courts et des tribunaux spécialisés, ainsi que sur les affaires inscrites à ses rôles spécialisés. La Court of Appeal connaît de tous les appels pénaux contre les décisions rendues par la General Division dans l'exercice de sa compétence pénale de première instance et de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

catégories déterminées d'appels civils. L'Appellate Division n'a aucune compétence pénale.[6] Sous la Supreme Court se trouvent les State Courts et les Family Justice Courts, qui traitent l'essentiel des affaires pénales, civiles et familiales.

Nomination, inamovibilité et garanties d'indépendance

Le fondement constitutionnel de la justice est bref. L'article 93 confie le pouvoir judiciaire de Singapour à une Supreme Court et aux juridictions inférieures prévues par la loi écrite. En vertu de l'article 95(1), le Chief Justice (président de la Cour suprême) et les autres juges de la Supreme Court sont nommés par le président de la République si celui-ci, agissant à sa discrétion, souscrit à l'avis du Premier ministre. Le Premier ministre doit consulter le Chief Justice avant de donner son avis sur la nomination des autres juges.[7] L'exécutif contrôle donc les nominations, sous réserve d'un contrôle présidentiel et de la participation du chef de l'appareil judiciaire.

Une fois nommés, les juges bénéficient des protections classiques de la tradition de common law. L'article 98(1) dispose qu'un juge reste en fonction jusqu'à l'âge de 65 ans. En vertu de l'article 98(3), un juge ne peut être révoqué que pour inconduite ou incapacité, sur saisine du Premier ministre ou du Chief Justice et sur recommandation d'un tribunal ad hoc désigné par le président. L'article 98(8) interdit toute modification de la rémunération et des autres conditions d'exercice d'un juge à son détriment après sa nomination. La Constitution restreint en outre les débats parlementaires sur la conduite des juges et institue une Judicial Service Commission pour les magistrats des juridictions inférieures.[8]

Deux caractéristiques du système ont suscité le débat. Les juges peuvent être reconduits au-delà de 65 ans pour des mandats à durée déterminée. La Constitution permet également la nomination de judicial commissioners, qui exercent les pouvoirs d'un juge de la High Court pour une durée limitée.[9] Les critiques font valoir que les nominations de courte durée affaiblissent l'inamovibilité dont dépend l'indépendance. Leurs défenseurs répondent que le système permet à la justice de recruter des praticiens chevronnés et de conserver des juges expérimentés, et ajoutent qu'aucune affaire n'a montré qu'un juge ait été pénalisé pour une décision.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les deux arguments contiennent une part de vérité. Pour les plaideurs commerciaux, le bilan concret des juges commerciaux importe davantage que le débat formel. Ce bilan est généralement jugé excellent.

Les juges et leur expertise commerciale

La Supreme Court se compose de Justices of the Court of Appeal, de Judges of the Appellate Division, de Judges of the High Court, de Senior Judges, d'International Judges et de Judicial Commissioners. En octobre 2026, la justice recensait 32 juges, dont le Chief Justice, et 26 International Judges.[10] Les juges internationaux siègent principalement à la Singapore International Commercial Court, créée en 2015 comme division de la General Division et examinée au chapitre F.III.[11]

Sundaresh Menon, ancien avocat plaidant en matière commerciale et ancien Attorney-General, est Chief Justice depuis le 6 novembre 2012.[12] Son mandat a été marqué par la restructuration des juridictions, l'expansion des activités commerciales et internationales de la justice et un intérêt constant pour la technologie. En octobre 2026, il a déclaré devant des magistrats australiens que la disposition des plaideurs à accepter une issue défavorable repose en définitive sur le degré de confiance accordé aux tribunaux. Il a averti qu'un enthousiasme non critique pour l'intelligence artificielle risquait d'affaiblir l'indépendance et l'intégrité de la justice.[13] La remarque décrit précisément la fonction économique d'un tribunal. Un tribunal auquel la partie perdante fait confiance voit ses jugements exécutés spontanément dans la plupart des cas, ce qui économise les frais d'exécution et rend plus prévisible l'issue des litiges commerciaux. L'utilisation de l'intelligence artificielle dans la place financière fait l'objet du chapitre K.IV.

Notes

1. Wikipedia, « Proclamation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la proclamation du 9 août 1965 fut « the official declaration that marked Singapore's separation from Malaysia ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Wikipedia, « Supreme Court of Singapore » (consulté en novembre 2026) : le Supreme Court of Judicature Act fut adopté en 1969 pour « regularise the judicial system », « Coming into force on 9 January 1970 ». Supreme Court of Singapore, « Celebrating 200 years of upholding the Rule of Law », judiciary.gov.sg, cité au chapitre A.III. ↩

3. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la création d'une Court of Appeal permanente « paved the way for the abolition of all appeals to the Privy Council with effect from 8 April 1994 » ; en vertu de la Practice Statement de 1994, la Court of Appeal peut s'écarter de ses propres décisions et de celles du Privy Council lorsque leur respect « would cause injustice in a particular case », pouvoir devant être « exercised sparingly ». ↩

4. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la section 5 du Civil Law Act fut abrogée « on 12 November 1993 by the Application of English Law Act 1993 » ; en vertu de la section 3, la common law continue de s'appliquer « so far as it is applicable to the circumstances of Singapore and its inhabitants » ; en vertu de la section 4, seules les lois anglaises « listed in the Schedules to the Act apply or continue to apply in Singapore » ; l'abrogation a souligné l'indépendance du système juridique. ↩

5. Allen & Gledhill, « New appellate structure in Singapore Supreme Court implemented on 2 January 2021 » (consulté en novembre 2026) : les modifications, apportées par le Constitution of the Republic of Singapore (Amendment) Act 2019 et le Supreme Court of Judicature (Amendment) Act 2019, « took effect on 2 January 2021 » ; la High Court « has been renamed the General Division of the High Court » ; « Other appeals will be heard by the Appellate Division » ; « The Appellate Division has no criminal jurisdiction. » ↩

6. Supreme Court of Singapore, « Role of the Supreme Court », judiciary.gov.sg (dernière mise à jour le 1er octobre 2026) : la General Division connaît de « All criminal offences committed in Singapore » et des « Civil cases where the value of the claim exceeds $250,000 », des appels contre les décisions des State Courts et des tribunaux spécialisés et des affaires inscrites aux rôles spécialisés ; la Court of Appeal connaît de « All criminal appeals against

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

decisions made by the General Division in the exercise of its original criminal jurisdiction » et de catégories déterminées d'appels civils ; l'Appellate Division « does not have criminal jurisdiction ». ↩

7. Constitution of the Republic of Singapore, art. 93 et 95(1), texte sur constituteproject.org (« Singapore 2016 », consulté en novembre 2026) : « The judicial power of Singapore shall be vested in a Supreme Court and in such subordinate courts as may be provided by any written law for the time being in force » ; le Chief Justice et les juges « shall be appointed by the President if he, acting in his discretion, concurs with the advice of the Prime Minister ». Wikipedia, « Supreme Court of Singapore » (consulté en novembre 2026) : « All members of the Bench are appointed by the President of Singapore » ; en vertu de l'article 95, « the Prime Minister must also consult the Chief Justice before tendering advice on the matter to the President ». ↩

8. Constitution of the Republic of Singapore, art. 98(1), (3) et (8), texte sur constituteproject.org (« Singapore 2016 », consulté en novembre 2026) : un juge « shall hold office until he attains the age of 65 years » ; révocation « on the ground of misbehaviour or of inability » uniquement après saisine d'un tribunal ad hoc ; « The remuneration and other terms of office (including any pension or gratuity) » d'un juge « shall not be altered to his disadvantage after his appointment. » Constitution of the Republic of Singapore, table des matières de la version en vigueur sur Singapore Statutes Online (sso.agc.gov.sg, consulté en novembre 2026) : art. 99 « Restriction on Parliamentary discussion of conduct of person holding high judicial office » ; partie 9, chapitre 3 « The Judicial Service Commission », art. 111B–111I. ↩

9. Wikipedia, « Supreme Court of Singapore » (consulté en novembre 2026) : fonctions exercées « until the age of 65, but may be re-appointed » ; les Judicial Commissioners ont « the same powers and immunities as High Court Judges » (art. 94(4)). ↩

10. Supreme Court of Singapore, « Structure of the Supreme Court », judiciary.gov.sg (dernière mise à jour le 1er octobre 2026) : la Supreme Court comprend des Justices of the Court of Appeal, des Judges of the Appellate Division, des Judges of the High Court, des Senior Judges, des International

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Judges et des Judicial Commissioners ; 32 juges (dont le Chief Justice) et 26 International Judges. ↩

11. Supreme Court of Singapore, « Singapore International Commercial Court », judiciary.gov.sg (consulté en novembre 2026) : la SICC « was established in 2015 » et constitue « a division of the General Division of the High Court and part of the Supreme Court of Singapore », avec « a diverse panel of eminent international and local judges ». ↩
12. Wikipedia, « Supreme Court of Singapore » (consulté en novembre 2026), infobox : Chief Justice Sundaresh Menon, nommé le « 6 November 2012 ». ↩
13. Sundaresh Menon, Chief Justice, discours au colloque 2026 de l'Australian Judicial Officers Association, Brisbane, 9 octobre 2026, judiciary.gov.sg, par. 11 et 72 : « That willingness to accept an adverse outcome ultimately rests on the degree of trust that is reposed in the courts » ; « uncritical enthusiasm may weaken judicial independence and integrity ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.